

Une charte d'éthique et de valeur pour le secteur

Le secteur du travail protégé et adapté est en pleine mutation.

Depuis la loi Handicap de février 2005, les entreprises de plus de 20 salariés peuvent recourir à la sous-traitance pour satisfaire à leur obligation d'employer 6 % de personnes handicapées. Afin d'encadrer cette pratique, le réseau national de travail protégé et adapté (Gesat) – qui réunit des directeurs d'établissements et services d'aide par le travail (Esat) et d'entreprises adaptées (EA) – se dote d'une « charte d'éthique et des valeurs ».

Souvent méconnu, le secteur subit la pression d'un environnement concurrentiel. L'objectif est

donc de créer « un code de bonne conduite partagé par tous » et de servir de référence aux entreprises et collectivités qui souhaitent développer un partenariat avec le secteur. Pour cela, trois familles de valeurs (identité, action, interaction) et trois grands principes d'éthique (épanouissement, efficacité, équité) irriguent la charte. Et devraient se concrétiser par la délivrance d'un label « travail adapté » dès 2009.

Pour Patrick Clémendot, secrétaire général du Gesat, sa finalité est « la reconnaissance du professionnalisme des Esat et EA ». Un audit devrait vérifier que les structures s'engagent bien dans une démarche

de progrès (le label devrait comporter plusieurs niveaux).

Pour une meilleure lisibilité et pour faciliter la sous-traitance, le réseau Gesat a également lancé en septembre 2007 une base de données qui référence plus de 2000 structures en France (1). Il fonctionne comme un moteur de recherche multicritères. Et permet notamment aux entreprises de lancer des appels à projets en direction des établissements. Un guide « mode d'emploi », paru en septembre en Île-de-France, sera publié dans les autres régions dès janvier 2009.

Maud Prémilat

(1) www.reseau-gesat.com